

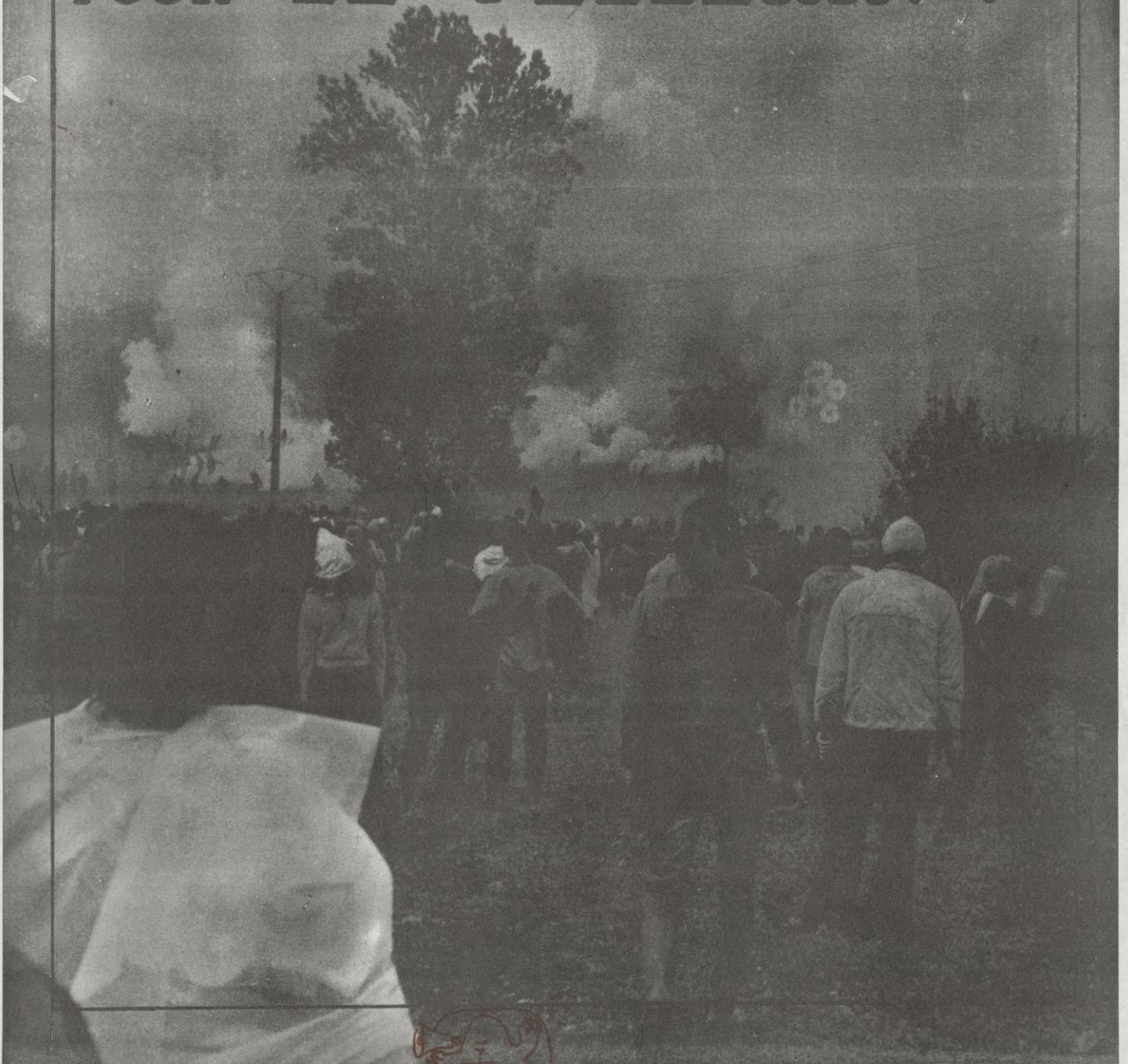
201

**ouest
INFORMATION**

n° 195-5 Août 77 **2F**

MALVILLE:

**UNE EXPERIENCE PROFITABLE
POUR LE PELLERIN ?**



SOMMAIRE

MALVILLE

- I - Le déroulement des journées..... page 2 à 6
- II - "Le dégoût et la tristesse de trois écologistes allemands"..... page 6
- III - Un premier bilan pour Malville..... page 7-8
- IV - Dans la bonne presse..... page 8
- V - Lettre ouverte du CRIN..... page 9

NUCLEAIRE

- Enquêtes bidons..... page 10
- Communiqué du CRIN..... page 10

OUVRIERS

- Licenciements et réductions d'horaires chez Brissonneau et Lotz..... page 11
- Triage des carottes au pays nantais..... page 12-13

PAYSANS

- Mésanger : la justice donne enfin raison aux Pellerin..... page 13-14

PRISONS

- Grève de la faim à la prison de Nantes... page 15

TROU

- page 16

C
A
L

- Ce sera déjà passé quand vous recevrez l'APL, mais on vous le dit quand même : vendredi 5 août, a eu lieu à Nantes un rassemblement pour protester contre la répression à Malville (on peut pas dire s'il y avait du monde, vu que l'APL sera déjà à la poste...)

- SAMEDI 6 et DIMANCHE 7 AOUT : rassemblement à NAUSSAC (Lozère).

- SAMEDI 13 et DIMANCHE 14 AOUT : rassemblement au LARZAC.

LENDRIER

MALVILLE

3. LE DÉROULEMENT DES JOURNÉES

Au point de vue du nombre, la manifestation de MALVILLE contre Superphénix a réuni 50 000 personnes au moins, peut-être plus : impossible à dire, les manifestants n'ayant jamais été regroupés en un seul point.

Quatre lieux de campements : MORESTEL, COURTENAY, POLEYRIEU et MONTALIEU avaient été installés, où les manifestants, regroupés par pays ou régions devaient arriver du vendredi au dimanche matin.

Compte-tenu du temps (pluie incessante, qui transforma rapidement campings et champs en bourbiers) et de l'intoxication faite par la presse et la radio, on peut dire que, en ce qui concerne le nombre, le rassemblement de MALVILLE

a été un succès.

Il est à noter également le "bide" du PS et de la CFDT, dont les rassemblements / forums, distincts de ceux du Comité MALVILLE, n'ont guère attiré que quelques dizaines de participants.

VENDREDI SOIR, SAMEDI MATIN :
DEJA LES FLICS...

Vendredi soir et samedi matin un avant goût de ce que devait être la répression policière devait nous être donné, avec le quadrillage et la fouille accompagnés de diverses déprédations, par les gardes mobiles, du camping de MORESTEL où étaient réunis les allemands : après avoir essayé, avec l'aide du maire de Morestel, de faire évacuer le campement, la police, au cours d'une conférence de presse donnée

.../...



FAVERGE : les affrontements (A.P.L.)

MALVILLE**DEROULEMENT DES JOURNÉES (suite)**

dans l'après-midi, insistera sur le matériel (à la vérité dérisoire) "récupéré" chez les allemands, les assimilant à des nazis, et essayant de créer un climat de racisme anti-allemand, de reprendre le mythe de "l'internationale des casseurs"...

Rappelons ici, si cela est nécessaire, que les radiations ne connaissent pas les frontières, et que d'autre part, le projet super-phénix intéresse les autres pays de la CEE et notamment la R. F. A.

Les forces de l'ordre avaient d'ailleurs été mises préalablement en condition par la projection d'un film fait par la police allemande sur les affrontement de la manifestation de BROCKDORF.

Ce même samedi, CHAIM NASSIM, de nationalité suisse, membre du comité de coordination, sera expulsé vers son pays par la police.

DIMANCHE MATIN : DEPART VERS LE SITE

Les forums du samedi après-midi allaient réunir près de 5 000 personnes, les discussions portant sur l'alternative entre violence et non-violence, puis sur la nécessité de faire converger les 4 marches en un même point avant d'arriver au site, du fait notamment du peu de monde sur place à ce moment là.

Dimanche matin, après que les consignes pour la marche aient été rappelées (occupation du site, débordement pacifique des forces de police), les différents cortèges se mettaient en route vers les 9 H 00, celui de Morestel fusionnant avec celui de Courtenay.

Trois cortèges donc, qui devaient converger vers Faverges, lentement, dans la boue et sous une pluie ininterrompue, marchant ainsi sur 7 kms, ou même 12 pour Morestel, par les petits chemins, avant de se retrouver à FAVERGES.

Dans ces cortèges, par de groupes constitués, à part la Ligue Communiste Révolutionnaire, venue en force, qui faisait barrage dans la manifestation à l'aide de son service d'ordre.

Peu de slogans également à part ceux de la L. C. R.

L'affrontement avec les forces de l'ordre, au moins pour des raisons strictement défensives, semblait plus qu'évident pour la majorité des participants :

d'où un certain degré d'équipement (masques à gaz, gourdins, casques...) pour un certain nombre, et la récupération de matériel divers (gourdins...) tout au long du parcours, par d'autres.

LES AFFRONTEMENTS À FAVERGES

A 11 H, la tête de la manifestation arrive au village de FAVERGES où les forces de l'ordre sont massées, empêchant la marche de continuer plus avant vers le site de la centrale.

Vers 12 heures, alors que les manifestants continuent d'affluer à Faverges en grand nombre, et toujours sous la pluie battante (il y a encore 3 à 4 kms de manif), les affrontements avec les C. R. S. et les gardes mobiles s'engagent.

D'un côté à coups de grenades lacrymogènes et de grenades offensives en nombre impressionnant, ainsi que quelques grenades au chlore ; de l'autre par jets de pierres et cocktails molotov.

Très rapidement, un nuage de fumées lacrymogènes envahit les lieux qui ne peuvent être approchés qu'avec des masques à gaz prévus ou improvisés.

L'équipement des flics (lances grenades portant environ jusqu'à 200 m) et la fréquence de leurs tirs situe l'affrontement à une distance peu favorable aux manifestants plus équipés pour un corps à corps (casques, boucliers, massues, barres de fer, chaînes etc...)

Néanmoins, certains plus préparés à l'affrontement (cocktails, frondes...) situés en première ligne et intervenant individuellement ou en groupes plus ou moins organisés (avance en ligne, replis au siflet, ou autres méthodes dénotant une certaine préparation), réussissent à percer momentanément une brèche dans le cordon de flics en action (de 100 à 200 visibles à travers les fumées).

Cette action ne sera pas exploitée, n'étant pas suivie par les manifestants qui n'y étaient pas préparés.

De plus, un hélicoptère de la gendarmerie survolait les manifestants, rendant inefficace tout débordement par surprise à travers champs.

UN BILAN TRÈS LOURD

Le bilan des affrontements va être très lourd du côté des manifestants, maintenus constamment à distance par la police, qui du fait de l'absence de corps à corps, ne déploiera que peu de pertes.

Chez les manifestants donc, un mort, Vital MICHALON, 31 ans, professeur à Dié (Drome) tué par l'explosion d'une grenade offensive ; la publication du résultat de l'autopsie, évident pour tout le monde, fut d'ailleurs considérablement retardée, la police tentant d'accréditer la version d'une mort accidentelle (crise cardiaque...).

De nombreux blessés également, une centaine, dont 5 grièvement : l'un d'entre eux a du être amputé d'une jambe, l'autre d'une main, le reste souffrant de traumatismes crâniens et de fractures diverses.

A noter que du côté de la police, plusieurs manifestants arrêtés et blessés ont dû être retirés quasiment de force des mains des flics par les ambulanciers...

En ce qui concerne les gardes mobiles, une dizaine de blessés, dont 5 grièvement, l'un d'entre eux ayant eu la main arrachée par l'explosion de sa propre grenade offensive, tandis-qu'un de ses collègues perdait un oeil dans la même aventure.

Quant aux dégâts matériels, outre ceux causés aux cultures, ils sont difficiles à évaluer : il est toutefois certain qu'une voiture appartenant à un journaliste a brûlé à Faverges, après avoir reçu un cocktail molotov.

Signalons également, mais c'est un fait habituel, les diverses dégradations occasionnées par les forces de l'ordre sur des voitures appartenant à des manifestants.

De 11 H à 13 H 30, alors que les manifestants continuent d'affluer, aucune information n'est transmise sur ce qui se passe par le Comité Malville.

Le relief du site fait que l'on ne voit - ne serait-ce que les fumées lacrymogènes - que lorsqu'on est arrivé au village, et jusqu'à l'arrivée sur les lieux, il était impossible de savoir ce qui se passait devant (sinon par la radio !).

Une fois arrivés à Faverges, les services d'ordre de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de l'Organisation Communiste des Travailleurs, bloquent la route entre ceux qui s'affrontent avec les flics et le reste de la manif (par protection ? par souci de fidélité au caractère non-violent originel de la manif prescrit par le Comité Malville ? par désaccord avec la violence qui se développait ?)

Mais, bon nombre de manifestants passent à travers champs pour voir, soutenir (Cf. quelques mouvements de foule assez impressionnants ressemblant fort à des charges sur les flics, bien que les manifestants fussent désarmés), ou même participer à la bagarre.

Il est à noter, et ceci d'après ce qu'on a pu en voir, que durant les événements, aucun propos non-violent ou de démarcation par rapport aux manifestants qui assumaient les combats, tendant à désavouer le caractère violent qu'avait prise la manifestation, n'a été exprimé.

REPLI VERS POLEYRIEU

Vers 13 H 30, le Comité MALVILLE appelle à un rassemblement dans un champ à 200 m de là ; mais le manque de coordination dans le comité amène ses membres à appeler au rassemblement dans trois endroits différents (!!!! et !).

Finalement, après un premier rassemblement raté, un deuxième plus en retrait réunit à peu près la moitié des manifestants dans un champ boueux mais où aucune prise de parole n'était faite et où l'on ne savait pas ce qu'on faisait.

L'ordre de se replier vers POLERYEU, pour y décider de la suite à donner aux événements (à 5 km de là) était donné.

La retraite commençait, toujours sous la pluie et dans une boue
.../...

des plus onctueuses et devait durer presque deux heures avant que tout le monde ait pu partir du champ par la même petite route, un peu aussi par les champs tout de même difficilement (splash !) praticables.

Pendant ce temps, les affrontements avaient toujours lieu et les flics commençaient à avancer de champ en champ, gagnant du terrain sur les manifestants.

Arrivés à POLERYEU, les gens commencèrent à se disperser, conscients du caractère de renonciation que signifiait ce rassemblement ; certains après avoir attendu que se manifeste le comité, d'abord pour dire dans quel champ se situait ce rassemblement (on ne le savait pas, et même les organisateurs n'en étaient pas sûrs) et ensuite pour entendre quelques prises de parole envisageant les suites à apporter.

Ce mini-débat eut tout de même lieu, une bonne demi-heure après, n'ayant plus que deux à trois mille participants (et le matériel de sono était de deux porte-voix !).

Après une rapide information sur les événements de la journée, le débat s'est tout d'abord porté sur les responsabilités des organisateurs qui n'avaient vraiment pas été à la hauteur, puis sur les actions immédiates à entreprendre.

Plusieurs propositions ont été faites :

- retourner se battre pour prêter main forte aux quelques 200 manifestants restés aux dires de certains encerclés par les flics ;

- aller bloquer les routes de la région et de Grenoble en particulier en distribuant un tract aux automobilistes, les informant de ce qui s'était passé réellement (les interprétations radiophoniques commençaient à présager du style d'information des médias) ;

- il y a eu un mort au cours de cette manifestation, est-ce qu'on va rester sans rien faire ? ;

- organiser une collecte sur place ou par campement pour dédommager les paysans (le chiffre de 5 millions d'anciens francs de dégâts a été lancé).

Toutes ces propositions sont restées sans réponse et le rassemblement s'est dispersé en retenant toutefois que la perspective d'avoir la "Une" des journaux était un point important et qu'il était primordial d'informer l'opinion publique sur la façon dont s'étaient déroulés les événements, de dénoncer les campagnes xénophobes et d'affirmer que l'intervention des étrangers n'était en rien en rupture avec les objectifs de la marche définis par le Comité MALVILLE.

ooo/ooo



MEETING (RATÉ...) À FAVERGE (Phot. A.P.L.)

MALVILLE

DÉROULEMENT DES JOURNÉES (suite et fin)

La coordination affirmera plus tard sa "solidarité avec tous les manifestants quelle que soit leur appartenance politique, leur nationalité et leur méthode d'action".

DIMANCHE SOIR ET LUNDI MATIN :
LA POLICE RATONNE...

Le soir, divers accrochages devaient avoir lieu, notamment un car de gardes mobiles qui fut lapidé par des manifestants.

Mais, c'était plutôt l'heure des ratonnades, véritable défilé pour les flics.

Vers 21 heures, la police se livrait à un quadrillage de Moresstel (lieu de campement des manifestants étrangers, notamment allemands... et ce n'était pas par hasard), quadrillage serré et perquisition systématique, les G. M. explorant tous les recoins et fouillant toutes les maisons, sans grand résultat d'ailleurs.

Mais une fois de plus, CRS et gardes mobiles purent se défouler sur les voitures, notamment celles immatriculées en Allemagne.

D'autres interpellations devaient avoir lieu à Montalieu et la Tour du Pin.

Au total, ce sont 30 à 40 personnes qui ont été interpellées. Sur ce nombre, 12 personnes ont été inculpées au titre de la loi anti-casseurs ; dont 7 allemands, 2 suisses et 3 français.

Il est certain que le grand nombre d'allemands inculpés (7 sur 12 personnes) est volontaire, le pouvoir voulant faire "porter le chapeau" quant aux violences aux manifestants venus d'outre Rhin.

Un collectif de défense des inculpés s'est constitué à Bourgoin, où ces derniers ont comparu en flagrant délit dans la nuit de lundi à mardi ; leur jugement a été remis à samedi.

Une manifestation de soutien est prévue pour cette date, ainsi qu'une journée internationale de solidarité (dont nous ne connaissons pas les modalités...)

correspondants A. P. L.

MALVILLE (II)

"LE DEGOUT ET LA TRISTESSE DE TROIS ECOLOGISTES ALLEMANDS" ...

// Nous autres Allemands, sommes venus à Malville pour soutenir la résistance contre le programme européen de l'énergie nucléaire, pas pour montrer aux Français le "militantisme allemand".

(...)

Notre but commun avec les organisateurs était l'occupation du site.

Eux comme nous, voulaient une manifestation pacifique.

Mais être pacifique veut dire pour nous agir pour assurer notre survie, en l'occurrence occuper et détruire le site comme seule possibilité de faire face à la menace des centrales nucléaires.

Ce qui signifie aussi résister aux flics qui veulent nous en empêcher.

Le pacifisme des comités d'action était contradictoire en soi : on ne pouvait avoir pour but, de vouloir occuper le site en niant l'existence de la répression policière.

On a vécu cette contradiction très fortement durant toute la manifestation.

On était pris entre la peur de la brutalité policière avec ces hélicoptères, les gaz lacrymogènes et les grenades offensives et notre volonté de soutenir les quelques camarades qui se battaient réellement.

La coordination dans son absence de stratégie rendait impossible tout soutien à ceux qui se battaient de la part de ceux qui étaient restés bloqués derrière.

Il y avait pourtant là une résistance potentielle qui n'a pas pu s'organiser."

(...)

Extrait de Libération - le 2 août 77

MALVILLE

1005 UN PREMIER BILAN POUR MALVILLE

MALVILLE est la première manifestation d'une telle importance qui se déroule en France contre le nucléaire.

Le nombre des manifestants, leur détermination sont largement positifs.

A noter également la participation de nombreux étrangers (belges, allemands, suisses, italiens..) montrant bien l'Internationalisme de la lutte anti-nucléaire.

En ce sens, MALVILLE a représenté un point fort de la mobilisation contre le nucléaire.

Un certain nombre de critiques doivent cependant être apportées : la Coordination de Malville, tout au long de la manifestation, a commis des erreurs pratiques et politiques importantes.

Tout d'abord, une très mauvaise organisation des camps. Par exemple, le fait d'avoir aiguillé tous les allemands sur un lieu distinct, a permis dans une certaine mesure au Préfet et à la presse, de développer la campagne xénophobe que l'on sait...

Elle ne s'est pas donnée les moyens d'atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée en maintenant le mot d'ordre de pénétrer sur le site tout en n'assumant ni la non-violence qu'elle prônait ni la violence qui apparaissait comme inévitable.

En effet, elle n'a pu assumer une action non-violente pour plusieurs raisons :

- elle a maintenu une seule manifestation au lieu des trois prévues au départ, ce qui a permis aux flics de se concentrer et de la bloquer sur un seul point, à FAVERGES, endroit où, vu la disposition des lieux, ils étaient particulièrement à leur avantage ;

- lorsque la manifestation a été arrêtée, aucune proposition de déploiement des manifestants ou

d'indication d'un autre itinéraire n'ont été faites ; le résultat en a été que les 40 000 personnes qui étaient bloquées derrière sur des kilomètres n'ont servi strictement à rien.

- Bien plus, et ce fait nous semble volontaire, aucune information n'a été donnée sur ce qui se passait de 11 H00 à 13 H 30.

On a laissé le reste de la marche dans une ignorance complète de l'existence d'affrontements, du fait qu'il y avait des blessés et même un mort (nous l'avons appris pour notre part, par la radio !) ;

- Pendant ce même laps de temps, aucune initiative, aucun mot d'ordre n'a été donné aux manifestants.

La première initiative de la Coordination, vers 13 H 30 a été de dire : "ceux qui se battent devant l'ont bien cherché, ils n'ont qu'à se démerder, nous on se replie..."

Elle a fait regrouper la manifestation dans un champ, l'a laissée sans information ni mot d'ordre pendant deux heures, pour enfin annoncer qu'il fallait se replier sur un lieu distant de plusieurs kilomètres, alors que personne n'en ressentait plus la nécessité.

Le résultat a été de couper la manifestation et d'isoler les groupes engagés dans les affrontements, et de démoraliser les participants pour qui ce rassemblement à Poleyrieu est apparu comme un ordre de dispersion.

La Coordination MALVILLE n'a pas non plus su ou pu assumer la violence de la manifestation :

- Lorsqu'à un moment, une brève percée a été faite dans le dispositif policier, elle n'a rien fait pour en profiter (en admettant qu'à ce moment, cela aurait pu servir à quelque chose) ;

- elle n'a pu ou voulu, également, organiser l'ensemble de la manifestation dans un mouvement offensif, ou la faire éclater en plusieurs points ;

MALVILLE

UN PREMIER BILAN POUR MALVILLE (suite et fin)

- le plus grave a été de maintenir le mot d'ordre d'occupation du site de super-phénix, ce qui impliquait obligatoirement des affrontements avec les flics, sans en prendre les moyens.

Le but de ce bilan très critique n'est pas pour nous d'accabler la Coordination de MALVILLE, dont on peut dire par ailleurs qu'elle n'avait pas la tâche facile.

ooo/ooo

MALVILLE

DANS LA "BONNE" PRESSE...

(ON SAVAIT QUE JOURNAUX ET RADIOS ETAIENT POURRIS, MAIS PAS À LE POINT LÀ...)

Outre le thème repris par tous (et même par "Le Monde") d'une "poignée composée d'une centaine d'excités" à l'origine des incidents, en opposition avec le reste d'une manifestation sagement non-violente, ce qui était prévisible, voire même habituel de la part des médias, bien que cela témoigne d'un solide mépris de la réalité, on peut dire que presse et radio se sont particulièrement distinguées lors de cette marche sur CREYS MALVILLE.

Tout d'abord dans leur rôle avant même la manifestation, en insistant sur les "affrontements inévitables", la présence des "casseurs internationaux", justifiant à l'avance toutes les violences policières, et essayant de dissuader le maximum de gens d'y participer.

Ensuite, en se faisant l'écho du racisme anti-allemand le plus ignoble possible, annonçant la présence de la bande à BAADER, donnant une large publicité aux déclarations hystériques et xénophobes du préfet de l'Isère, JANIN ("Morestel occupé une seconde fois par les allemands etc...") faisant des allemands des boucs émissaires des violences (comment admettre que notre belle jeunesse ne fasse plus confiance aux solutions pacifiques... et surtout électorales...).

Quant aux incidents mineurs à la Mairie de MORESTEL (une vitre brisée

Le seul intérêt de la chose semble en être les enseignements possibles en ce qui concerne le Pellerin.

A MALVILLE, le pouvoir a montré qu'il n'était pas prêt à abandonner le recours à l'énergie nucléaire, et qu'il donnerait les moyens de l'imposer, par une mobilisation et une violence policière d'une rare intensité, et des morts s'il le fallait.

Ce qui s'est passé à MALVILLE peut très bien se reproduire au PELLERIN : il faut donc en tirer les enseignements, et réfléchir sur les moyens à se donner pour réaliser les objectifs qu'on se fixe.

correspondants A. P. L.

et par des français d'ailleurs...), l'occasion fut belle pour transformer un meeting contre les provocations policières en une mise à sac de la Mairie par les allemands... Tout les journaux reprenant les communiqués de police sans les vérifier et sans même citer l'origine de leurs informations.

Quant aux blessés (présentés comme participants aux affrontements) il va de soi qu'ils étaient tous allemands... alors qu'en fait, ce n'était le cas que pour l'un d'entre eux.

Mais c'est bien le respectable journal "Le Monde" qui, par deux "billets" signés Escarpit et B. Chapuis mérite une mention spéciale : Escarpit rejetant la responsabilité de la mort de V. Michalon et de la centaine de blessés sur les écologistes (plus dangereux que l'atome, C. Q. F. D.), qu'il compare à sa grand mère qui avait peur des fuites d'électricité (on voit le sérieux avec lequel il a écouté leurs arguments !); et B. Chapuis, soulignant la "complicité" des "spécialistes de la violence" dans leur "duo avec les forces de l'ordre".

BRAVO à tous, on est fier en voyant cela de constater que la presse n'est pas "aux ordres" !

correspondant A. P. L.

MALVILLE

LETTRE OUVERTE AUX COMITÉS MALVILLE, ÉMANANT DE MILITANTS DU C.R.I.N DE NANTES AYANT PARTICIPÉ À LA MARCHÉ CONTRE SUPER PHÉNIX (ouf!)

Bien que considérant ce rassemblement comme positif, nous tenons à formuler quelques critiques, qui devraient permettre aux mouvements anti-nucléaires d'être plus efficaces et moins vulnérables à la manipulation des pouvoirs publics.

Nous condamnons la forme ambiguë de la marche.

Sous prétexte de vouloir laisser l'initiative aux partisans de la violence, et à ceux de la non-violence, les comités ne se sont pas donnés les moyens d'assurer efficacement l'une ou l'autre position.

Les non-violents se sont retrouvés dans des positions très dangereuses, sans préparation psychologique et matériel (protection).

Quant aux partisans de l'affrontement, ils sont restés un petit groupe peu efficace, sauf lors de la charge des CRS, ou ils firent "tampon" entre les forces de l'ordre et le gros de la manifestation.

Nous déplorons l'absence d'une réelle coordination, entre tous les mouvements anti-nucléaires nationaux et internationaux, qui aurait permis de préparer efficacement une manifestation d'une telle envergure.

Sous prétexte de laisser l'autonomie aux manifestants, nous nous sommes trouvés des milliers, sans information sur la disposition des lieux, à la merci des ordres-conseils d'un ou deux membres de la coordination, complètement paumés - un groupe de Poleyrieu d'un millier de personnes s'est trouvé replié dans un champ, en ayant comme seule source d'information l'écoute de France-Inter -

Bien qu'étant conscients des carences dans la préparation du rassemblement, de la part des comités régionaux, nous sommes étonnés par le manque d'organisation d'un réel service de protection, nombreux et bien équipé - à Poléryeu, il y avait une quarantaine de personnes, sans casque et très légè-

rement protégées.

Nous sommes aussi étonnés du manque de moyens d'information, qui se fit durement ressentir tout au long de la marche.

Il n'y avait pas de voiture sono, pas de talkies-walkies et très peu de mégaphones.

Comment se fait-il que les membres de la coordination aient refusé de voir le caractère inévitable d'un affrontement avec les forces de l'ordre ?

Les mots d'ordre de reprise du site qui n'ont jamais été complètement effacés des mémoires, le climat terroriste et xénophobe entretenu par les médias, auraient dû le leur faire apparaître.

N'aurait-il pas fallu distribuer et faire étudier des cartes détaillées des lieux à un maximum de personnes ?

N'aurait-il pas fallu insister (malgré le désir de non-violence) sur l'aspect dangereux de la situation ?

La non-violence doit-elle forcément se démarquer de toute tactique et de toute structuration ?

Nous ne le pensons pas. Il a d'ailleurs été demandé avant la marche, aux gens autonomes, de ne suivre que les mots d'ordre des membres des comités.

Dans les heures qui ont suivi la fin des affrontements, nous avons été effarés en entendant à la radio, les propos de membres d'une coordination qui semblait ne plus exister.

En ce qui nous concerne, nous essayerons de tirer un maximum d'enseignements de ce rassemblement afin de pouvoir mener à bien notre lutte contre la centrale nucléaire du Pellerin.

La lutte continue.

C. R. I. N. NANTES

BRAUD S' LOUIS, LE PELLERIN, CHEIX...

L'EDF RECOURT AUX MÊMES ENQUÊTES BIDON

Huit personnes (6 femmes et 2 hommes) le 29 juin, ont subtilisé à la Mairie de Braud Saint Louis le registre d'enquête d'utilité publique pour le rejet des eaux dans la Gironde.

L'action s'est bien déroulée : Dossier subtilisé sans problème, secrétaire de Mairie affolée... téléphonant d'abord à la préfecture... puis cette dernière aux gendarmes, de telle sorte que les "auteurs" ont dû attendre les flics.

Enquête de la gendarmerie.

Après une nuit dans différents postes du secteur de Braud, les inculpés ont été déférés devant le juge d'instruction de Bordeaux pour les dépositions.

Motif de l'inculpation : "Vol de documents administratifs".

Le fait qu'il y ait eu six femmes a amené des réactions assez particulières des flics, les traitant "d'irresponsables", que faisaient leurs maris à les laisser partir comme ça etc...

A la gendarmerie, il y a eu fouille des sacs, puis des corps.

Pour les six femmes, c'est l'épouse de l'un des gendarmes qui a été chargée de "fouiller les corps".

Affaire à suivre : la popularisation se fait en ce moment dans la région.

EXTRAIT DE APL PAYSANS.

MALVILLE COMMUNIQUÉ DU CRIN

Suite aux événements survenus lors du rassemblement antinucléaire de Malville, et suite aux propos tenus dans la presse écrite et parlée par certaines personnalités, le CRIN tient à souligner le caractère international de la manifestation.

Le projet super-Phoenix intéresse à la fois les gouvernements français, allemands et suisses. D'où la participation évidente de militants antinucléaires étrangers, allemands en particulier, qui ne sont pas venus comme provocateurs ou des envahisseurs, pour reprendre les termes du Préfet de l'Isère.

Nous ne pouvons que regretter la non-participation des organisations ouvrières à Malville.

Le surrégénérateur Phoenix étant la base d'un programme qui serait irrémédiable une fois lancé, la riposte

unitaire devrait être la preuve de la détermination de ceux qui disent non à la décision du pouvoir.

Le choix d'écraser la mobilisation dans le sang nous montre de quoi sont capables les instigateurs du nucléaire : au Pellerin, ils n'ont pas été jusqu'au meurtre, mais les affrontements de Cheix en Retz ont montré que nous ne sommes pas à l'abri de ce genre de crime.

Nous devons plus que jamais nous tenir vigilants.

Le pouvoir nous a montré une fois de plus à Malville de quoi il était capable.

Au Pellerin, tenons-nous prêts : les travaux risquent fort de commencer avant le résultat de l'enquête.

Soyons vigilants ! Nous ne les laisserons pas faire !

Comité Régional d'Information Nucléaire

BRISSENEAU ET LOTZ MARINE

LICENCIEMENTS ET RÉDUCTIONS D'HORAIRES

Le 6 juillet, la direction B.L.M. convoquait un Comité d'Entreprise extraordinaire annonçant une réduction d'horaire à 40 H à partir de lundi 11 juillet, pour toute l'entreprise sauf l'atelier des séries automobiles.

A ce C.E. elle annonçait aussi qu'il serait impossible de garder tout l'effectif et qu'elle envisageait de licencier toutes les personnes âgées de 56 ans 8 mois, et plus.

Le 22 juillet, un nouveau Comité d'Entreprise extraordinaire se tenait, précisant que les mesures de licenciements étaient envisagées pour octobre-novembre pour 64 personnes de l'entreprise.

RESTRUCTURATION...

La direction B.L.M. invoque la sous-charge de l'entreprise, liée à la crise de la navale, indépendante soit disant de sa volonté.

Mais, il faut rappeler que Brissonneau et Lotz, qui a toujours eu une vocation marine, a été à plusieurs reprises rachetée :

- en 1971 par Alsthom, Renault et Peugeot qui à cette époque ont déclaré vouloir donner une assise solide à B.L.M. ; ce qui dans les faits, s'est traduit par un appauvrissement des activités propres à B.L.M. et une dépendance accrue par rapport à Alsthom, Renault et Peugeot.

- en 1974, par Jeumont Schneider qui déclarait : "Si nous avons décidé de prendre le contrôle de B.L.M. et de l'associer à notre propre développement, c'est dans l'objectif d'en faire une unité importante" ; c'est en fait la restructuration de B.L.M. dans le groupe Empain Schneider qui se pose, ceci pouvant aller jusqu'à l'abandon de la vocation Marine, de B.L.M. pour en faire une unité "rentable" dans d'autres domaines.

Cette orientation de Jeumont Schneider n'est sûrement pas indépendante du plan de restructuration de la

Navale, l'orientation du patronat étant de supprimer les petits chantiers pour opérer une concentration.

Ce contrôle de B.L.M. par Jeumont Schneider, c'est une politique de profits maximum qui se traduit aujourd'hui par une réduction d'horaires à 40 H et 64 licenciements envisagés.

Cela risque de se traduire plus tard par d'autres mesures.

DES MESURES INNACCEPTABLES

Dans une période où le chômage s'accroît, où le pouvoir d'achat des travailleurs se dégrade de jour en jour par la mise en application du plan Barre, ces mesures, aggravent les conditions de vie des travailleurs :

- Les 40 H sans compensation de salaire correspondent à une baisse du pouvoir d'achat de 6,5 % ;

- dans le cas des licenciements, les travailleurs âgés de 56 ans et 8 mois toucheront 90 % de leur salaire pendant un an, et ensuite de 35 à 40 % selon les cas, ce qui est à peine un salaire de survie.

Le patronat et le gouvernement utilisent un énorme chantage pour forcer les travailleurs à accepter une aggravation de leurs conditions de travail, pour en faire une main d'oeuvre docile et lui retirer tous ses acquis.

Ce qui arrive à B.L.M. et dans de nombreuses autres entreprises contredit les informations tapageuses et électoralistes répandues par les tenants du pouvoir sur la création de 300 000 emplois.

Vent de la Zone

LE TRIAGE DES CAROTTES AU PAYS NANTAIS

Les carottes, les poireaux et autres légumes sont produits pour une partie importante d'entre eux dans la région nantaise par les maraîchers, plus précisément au sud de la Loire.

Pendant la pleine saison, ils embauchent sur le terrain ou dans les coopératives.

Les ramasseurs de poireaux opèrent les pieds dans l'eau, en ciré, qu'il pleuve ou non.

Voilà une petite tranche de vie parmi d'autres, au triage de carottes situé à Saint Julien de Concelles, chez les maraîchers nantais.

Une main d'œuvre hétérogène

Tout d'abord, on est payé au SMIC, plus 10 %.

Bien sûr, il y a les heures supplémentaires, "celles qui payent" comme on dit.

Le personnel est choisi suivant plusieurs tranches, au total environ 100 personnes.

Il y a d'abord les permanents de la boîte. Ils sont là toute l'année et conduisent les fenwicks.

Conduire un fenwick, c'est bien connu, c'est un travail d'homme ! Ils sont rémunérés en conséquence.

Il y a les saisonniers espagnols qui viennent pour deux mois et sont logés (enfin, presque), nourris sur place.

Ils forment le côté stable de la coopérative car ils triment dur et resteront tout le contrat. Ils sont payés ici au double d'un ouvrier agricole chez eux.

Puis, les femmes du village. C'est souvent le seul moment de l'année où elles travaillent.

Pour elles, c'est un salaire d'appoint, mais stable.

Comment faire un écart alors que tout le monde se connaît plus ou moins ? Celui qui fait marcher la boîte, le petit chef, on l'appelle même parfois par son prénom. Si ce n'est pas un ami, c'est celui d'un frère ou d'un cousin.

Enfin, on trouve des chômeuses et des chômeurs envoyés par l'ANPE de Nantes, située à vingt kilomètres, et qui essayent de rattraper le fric qu'ils n'ont pas gagné avant et qu'ils n'amasseront pas après.

C'est un personnel qui tourne vu l'éloignement de Nantes et aussi les conditions de travail : d'une demi-journée à un mois.

"Une mission à accomplir"...

L'ambiance générale n'est pas brillante : "On est là pour faire la saison. Même si c'est dur, faut bosser, parce qu'il ne faut pas que les carottes se perdent".

C'est le sentiment du genre : "Nous avons une mission à accomplir".

On n'apprend la fin du travail, le soir, que lorsque les machines s'arrêtent. Et c'est seulement en partant qu'on connaît l'heure d'embauche du lendemain.

Une journée courante commence à 7 heures. Arrêt de 12 H 30 à 14 H, puis reprise jusqu'à 20 H 15.

Evidemment, la pause de 15 minutes n'est octroyée que si l'on a fait plus de quatre heures de suite.

Quant aux conditions mêmes du boulot, il va sans dire qu'elles sont pires pour les femmes.

Debout toute la journée dans l'humidité, à trier des millions de carottes défilant sans cesse dans un bruit infernal.

On ne peut parler à quelqu'un situé à un mètre autrement qu'en gueulant.

Avec en prime, les plaisanteries sexistes des mecs qui mettent les carottes en caisse en bout de chaîne et qui les balancent sur la tête des nanas, histoire de décrocher le ticket.

Quand il manque des hommes, les petits chefs mettent des femmes à leur place.

Et pourtant, on est si peu capable ! Là, on peut causer, fumer une cigarette, aller pisser, boire un coup. Le pied →

d'acier quoi !

Les petits chefs, il n'y en a pas trop besoin. Les gens du village qui travaillent ici jouent le rôle du dénonciateur : "Il y en a une, elle ne jette que des bonnes carottes, Monsieur Lucien". "C'est de notre intérêt à tous que ça marche bien, n'est-ce pas ?"

Sexisme et racisme

Si le racisme existe pour les arabes, il est moins fort par rapport aux espagnols, si ce n'est quand il s'agit d'affirmer sa virilité.

Pour une femme, il faut être bien peignée, bien habillée. Une femme doit être belle, même quand elle bosse.

Les mecs eux, peuvent être en bleu. Une femme se doit de se pâmer devant leurs réflexions machistes, de se faire remarquer d'eux.

Il y a sexisme entre hommes et femmes, il y a racisme dans la concurrence entre les hommes.

Un jour, un français laisse tomber volontairement sa pile de caisses près d'un espagnol, l'engueule ("C'est de ta faute"), l'injurie et lui dit : "Ramasse".

L'espagnol ne cédera pas. Le français n'aura pas cette fois sa prime de virilité.... à charge de revanche.

Le chômage, le racisme, le sexisme, tout cela ne profite qu'aux patrons.

Il y a des batailles qui sont loin d'être gagnées, surtout dans les boîtes où "il ne se passe rien", qui ne sont pas des bastions de la classe ouvrière.

Les gros maraichers qui font la loi sur le coin, main dans la main avec le Préfet et le maire, ne verront pas encore cette année leur toute-puissance remise en cause.

Extrait de ROUGE N° 390 - 5 juillet 77

LA JUSTICE DONNE ENFIN RAISON AUX PELLERIN (PAYSANS DE MESANGER)

• BREF HISTORIQUE

Depuis 1964, Marie et Charles PELLERIN exploitaient la ferme de la Pinsonnière que Clóvis RETIER leur louait.

En 1972, Jacqueline RETIER déclare vouloir reprendre cette ferme pour s'y installer et le père donne congé aux fermiers.

Or, la loi sur les baux ruraux est formelle : le bénéficiaire de la reprise (ici Jacqueline Retier) doit s'engager à exploiter personnellement la ferme pendant 9 ans (Article 845).

A MESANGER, tout le monde sait bien que Jacqueline Retier est institutrice à CHOLET et qu'en réalité, c'est le père, cadre de la SNCF, qui exploitera réellement la ferme, qui s'ajoutera aux 20 hectares déjà exploités à l'époque.

Les Pellerin tentent de faire annuler la reprise en 1972, mais le tribunal refuse l'évidence et valide la reprise.

Deux stratégies de riposte vont successivement se dérouler :

- L'OPPOSITION A L'EXPULSION /

Dans un premier temps, le syndicat local avait obtenu un sursis d'un an mais était réticent à organiser la résistance à l'expulsion.

En novembre 1974, plusieurs centaines de paysans répondent à l'appel des Paysans Travailleurs et organisent un tour de garde.

Le 20 novembre, ils s'opposent aux flics et à l'huissier qui repartent bredouilles.

Pendant l'hiver les expulsions sont interdites et jusqu'en juin 1975 les PELLERIN sont maintenus sur l'exploitation grâce à la solidarité paysanne.

Pourtant, le 27 juin, à 6 H du matin, une véritable armée (600 CRS protégés par une auto-mitrailleuse) investit la ferme ; les Pellerin sont déportés dans le MAINE ET LOIRE avec leurs animaux.

ooo/ooo

MESANGER (SUITE)

Aussitôt, les paysans partent à leur recherche et les ramènent à MESANGER où ils sont logés provisoirement chez un paysan travailleur.

LA NOUVELLE INSTALLATION ET L'ACTION /
JUDICIAIRE /

N'ayant pu empêcher l'expulsion, les paysans décident de trouver une autre ferme pour les Pellerin.

Des terres sont aménagées, une étable est reconstruite et les Pellerin s'installent bientôt dans "la ferme du 20 novembre" où les travaux d'hiver sont effectués collectivement.

Mais, on n'en reste pas là et les Pellerin, le 21 avril 1977, assignent la fille Retier en justice pour faire constater la reprise abusive, obtenir la réintégration et des dommages-intérêts.

TINIERE, l'avocat des Pellerin, n'a aucune peine à démontrer qu'en réalité, seul Clovis Retier exploite la ferme, sa fille lui servant de paravent.

L'avocat des Retier se contente d'affirmer qu'on ne peut pas revenir sur la première décision de 1972.

LA DÉCISION DU TRIBUNAL

Le 21 juillet 1977, le tribunal reconnaît que la reprise de la ferme a été exercée abusivement par

M. Retier.

Le tribunal condamne Jacqueline Retier à 70 000 F. de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi lors de l'expulsion, du préjudice moral et économique.

PREMIERES CONCLUSIONS

- Le tribunal a simplement appliqué la loi, mais il n'a pas ordonné la réintégration des Pellerin.

- Le tribunal n'a pas repris totalement la demande de dommages et intérêts présentée par les Pellerin (103 900 francs demandés, contre 70 000 F. obtenus)

- Au total pourtant, c'est une victoire du travail sur la propriété et cette décision constitue un précédent solide pour des conflits futurs.

correspondant A. P. L.

SECHERESSE :

L'A. P. L. PAYSANS, fait paraître un numéro spécial :

"La sécheresse 76 : une affaire politique".

Ce numéro spécial est vendu 10 francs, en le commandant :

A. P. L. PAYSANS

B. P. 111

75014 PARIS

GREVE DE LA FAIM A LA PRISON DE NANTES

Nous sommes cinq garçons, cinq de 18 à 21 ans, cinq qui avons vainement essayé de vivre la tête haute, de ne pas sombrer dans la société esclavagiste qui nous oppresse, cinq à nous retrouver aujourd'hui à la maison d'arrêt de Nantes.

On a eu le tort de dire merde, merde aux bourgeois, flics et autres.

Mais, pas merde à voix basse derrière une poubelle malodorante ; non, on l'a hurlé, tous nus en pleine rue.

Ce qui nous vaut plusieurs inculpations : vols, recels, conduite sans permis, port d'arme prohibée (arme blanche).

En clair, "ils" nous reprochent d'avoir piqué plusieurs bouteilles, de quoi manger et d'avoir fait un p'tit tour dans quelques voitures qui ne nous appartenaient pas.

Résultat : la taule, avec tout ce que cela entraîne de répression, haine et laideur.

La taule qui, à travers ses barreaux rouillés nous montre la société encore plus pourrie que nous le pouvons la voir dehors.

Rien que dans ma cellule, deux tentatives de suicide : un routier sympa et un toxico qui n'a pas pu pleinement apprécié son dernier soleil.

Mais nous, on veut pas crever, lentement, tandis que "ces messieurs" se frottent les mains.

Alors, à compter du lundi 1er aout, on bouffe plus.

Le résultat n'est pas évident mais ça ne fait rien, pour nous c'est l'exaltation qui précède les grandes batailles.

De toutes façons, on ira jusqu'au bout.

Nous sommes conscients d'avoir la justice avec nous, pas celle qu'on nous rabache à l'école, non !

Celle que chacun a, gravée au fond de soi, mais qui est le plus souvent recouverte par toutes les inepties qu'on lui a ingurgitées depuis sa naissance.

C'est peut-être cela qui empêche monsieur et madame de voir toutes les injustices qui les entourent.

Nous, on nous appelle voleurs pour avoir piqué quelques boîtes de conserve, mais le patron qui vole ses ouvriers à chaque fin de mois, comment l'appelle-t-on ?

Comment appelle-t-on vendre un produit deux fois le prix de sa valeur réelle sinon de l'escroquerie ?

Ceux qui nous traitent de bandits ne se sont-ils donc pas aperçus que tout notre système social n'est qu'une monstrueuse injustice que l'on ne peut bouleverser car il est une des vérités de la Palice qui dit que la loi est toujours juste.

Je ne peux comprendre que nous puissions être incarcérés alors que tout le système économique actuel est fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous sommes cinq, cinq ici qui iront jusqu'au bout pour sortir de taule.

Aidez-nous, comprenez-nous !

PASQUET Patrice - 18 ans.
 QUERE Yvon - 19 ans.
 RUEL Jean-Pierre - 21 ans.
 BLONET Loïc - 18 ans.
 LEFRERE Alain - 19 ans.

Maison d'Arrêt de Nantes
 9 rue Descartes 44036 NANTES

- Ecrivez lui -

ONLINE

INFORMATION

1971

The following information is provided for your information. It is intended to be a general guide and should not be used as a substitute for professional advice. The information is subject to change without notice.

FOR YOUR INFORMATION

The following information is provided for your information. It is intended to be a general guide and should not be used as a substitute for professional advice. The information is subject to change without notice.

POINTS TO REMEMBER

The following points are to be remembered. It is intended to be a general guide and should not be used as a substitute for professional advice. The information is subject to change without notice.

BULLETIN OF ACHIEVEMENT

The following information is provided for your information. It is intended to be a general guide and should not be used as a substitute for professional advice. The information is subject to change without notice.

